



Pour une alternative politique de gauche

TEXTE N° 1

Les deux thèmes de discussion de ce Congrès : les problèmes posés par l'entrée d'Huguette Bourchardeau au gouvernement, la place et les positions du PSU dans la nouvelle situation politique sont étroitement liés. En effet, selon la signification que nous attribuons à cette participation au 3^e gouvernement Mauroy et le jugement que nous portons sur la façon dont elle est intervenue, le PSU se situe différemment dans le champ politique.

• *Le préalable*

Nous souscrivons entièrement au point de vue exprimé par notre camarade Cousteil dans une contribution donnée à la Conférence Nationale.

Sous le titre : « Décision personnelle, parti autogestionnaire, responsabilité de l'ex BP » il écrit « il va de soi que le PSU n'ayant aucun accord de gouvernement n'est pas partie prenante dans la majorité gouvernementale. » Il ajoute « sur le plan de la forme si les adhérents du PSU acceptaient ce véritable coup de force ils se déconsidéreraient en tant que parti autogestionnaire ».

C'est en effet le préalable indispensable à la crédibilité du PSU et à son existence même en tant que parti porteur d'un projet autogestionnaire. Le sens et le retentissement de l'intervention du PSU dans le champ politique dépendent de la réponse que le Congrès apportera à ces questions.

• *La nouvelle situation politique*

Mars 83 a constitué un tournant : un tournant dans la politique économique — et la politique tout court — du gouvernement de gauche, un changement des termes dans lesquels se présente le débat interne à la gauche. Ce virage de la politique gouvernementale expose les forces populaires à un risque majeur de défaite politique. Un problème pressant se pose aujourd'hui à nous : comment peser au mieux sur des choix politiques qui risquent de s'avérer suicidaires ? Problème pressant car le délai disponible est dramatiquement court.

Trois phénomènes convergent pour créer une situation particulièrement critique :

1 — La pression du capitalisme international ne cesse de croître et développe une spirale dépressive. Il vise à obtenir de la France un alignement total sur des solutions déflationnistes à la Reagan ou à la Thatcher. Il ne s'agit pas d'une politique entraînant des sacrifices limités et provisoires. Le capitalisme, pour récupérer les profits nécessaires à sa restructuration a besoin d'une politique de crise qui est politique de destruction : destruction des postes de travail et d'entreprises considérées comme non restructurables. C'est un passage obligé dans un climat de concurrence extrême, dans un climat de guerre économique, vers une nouvelle division internationale du travail qui, si elle se poursuit sans résistance, laissera beaucoup de victimes.

Le programme adopté par le gouvernement en mars 83, sans la moindre consultation avec les organisations de travailleurs, consiste en une pure et simple politique d'austérité on ne peut plus classique, dont l'axe principal est de réduire la demande populaire par une attaque des revenus de la plus grande partie des

couches salariées, en faisant de nombreuses concessions au patronat sans aucune contre-partie : le raisonnement est plus sensible à la diminution du pouvoir d'achat pour les bas revenus que pour les revenus élevés, d'où la nécessité de frapper les revenus modestes.

2 — Les bases sociales et politiques du régime se rétrécissent dangereusement. Les travailleurs, privés de pouvoir réel d'intervention, entravés par la division des organisations politiques et syndicales sont désorientés face à la dégradation de la situation .

3 — Les forces sociales hostiles au changement se mobilisent les unes après les autres dans l'espoir de porter au pouvoir une droite agressive structurée par les forces chiraquiennes et disposant de multiples points d'appui dans l'appareil d'État.

• Comment lutter contre le danger de la droite ?

La droite ne peut développer son offensive avec des chances de succès qu'en fonction des erreurs de la gauche. Et nous ne pouvons espérer enrayer l'offensive de la droite qu'en faisant triompher au sein de la gauche une autre politique et en rassemblant pour cela les forces susceptibles d'y contribuer.

L'erreur politique majeure n'est pas commise par ceux qui portent des critiques fondamentales à la politique actuelle du pouvoir de gauche et luttent pour une alternative politique de gauche. Elle est commise par ceux qui, au nom du danger de droite, sous-estiment gravement les dangers de laisser se poursuivre sans réagir la politique d'austérité à la Delors qui sape de plus en plus les bases sociales de la gauche, sans d'ailleurs réussir à neutraliser les forces sociales hostiles. En ce sens, il y a un enjeu politique décisif qui se joue au sein de la gauche.

• Situation et propositions du PSU

Un espace politique, du fait de cette situation, reste pratiquement vide à gauche du gouvernement dont les choix récents ont au moins le mérite de la clarté.

La tâche prioritaire du PSU aujourd'hui est de travailler à promouvoir une politique alternative de gauche à la ligne gouvernementale actuelle.

Le PSU peut effectivement jouer ce rôle à condition que sa position à l'égard de la politique gouvernementale et de la participation actuelle de l'un de ses membres au gouvernement soient rétablies sur des bases claires.

Le PSU doit réaffirmer qu'il se situe sans ambiguïté au sein de la gauche avec la volonté de construire l'unité populaire, sans s'en tenir à des rapports de sommet car le problème essentiel pour l'avancée du mouvement populaire est le rassemblement unitaire permettant à la base d'intervenir activement dans le débat et dans l'action.

Pour nous le rapport unité-lutte avec l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire n'est pas une exigence tactique mais un choix stratégique.

Cela est d'autant plus nécessaire que la conquête du pouvoir à tous les niveaux est impossible sans un consensus majoritaire impliquant l'ensemble des forces de gauche. Dans ce cadre, il s'agit pour le PSU de contribuer à la construction d'un mouvement capable de porter un projet global d'intervention sur la crise, projet qu'un gouvernement de gauche serait contraint de prendre en compte. Un tel tournant par rapport à la pratique politique des autres partis de gauche suppose l'existence d'une force organisée et crédible susceptible de contribuer à ouvrir cette perspective.

Déjà les élections municipales ont montré que l'unité ne signifie pas nécessairement identité et monolitisme. Elle peut, et c'est une question de volonté politique qui a parfois manqué, valoriser notre autonomie et par là même renforcer notre audience.

• Pour une politique économique et sociale alternative

Une politique économique et sociale alternative ouvrant la voie à un processus autogestionnaire ne peut se présenter que comme une proposition de changement radical concernant quatre aspects principaux :

1 — *Le désengagement de l'atlantisme* sous toutes ses formes et la définition d'une politique européenne indépendante incluant au plan économique une lutte déclarée contre l'hégémonie du dollar et des institutions monétaires internationales.

2 — *Modèle de développement et priorité à l'emploi :*

La création d'emplois dans des secteurs répondant aux grands besoins sociaux

tel que l'agro-alimentaire, la transformation de la vie urbaine, les économies d'énergie, l'amélioration de l'environnement, la santé fondée sur la prévention, la recherche scientifique, les nouvelles technologies, peut constituer le pivot d'une politique économique alternative. Aussi pourrait s'ouvrir la voie vers un nouveau modèle de développement non productiviste et autocentré, et dans lequel priorité serait donnée à l'emploi.

3 — Les mécanismes sociaux qui le mettent en œuvre : pouvoir de décision des conseils d'atelier en matière d'investissement, de restructuration et d'organisation du travail. Contrôle sur les prix.

4 — Réforme d'ensemble de la fiscalité : impôt progressif et généralisé sur le patrimoine, lutte contre les évasions de capitaux, répression de la fraude fiscale.

Il s'agit d'un tournant nécessaire qui doit permettre le consensus et la mobilisation des forces populaires. Si l'orientation actuelle de la politique gouvernementale n'est pas remise en cause très rapidement, il sera très difficile de constituer un bloc social et politique assez fort et cohérent pour effectuer les changements indispensables et maîtriser l'offensive de la droite.

• Secteurs indispensables d'interventions prioritaires pour le PSU

Il ne s'agit pas seulement de faire des analyses justes et détaillées mais d'élaborer des propositions de programme de luttes :

— Pour un redressement économique qui garantisse le pouvoir d'achat des petits et moyens salariés, lié à une élaboration collective d'un programme économique et social alternatif.

— Pour le contrôle social sur l'investissement, la création d'emplois et la réduction du temps de travail vers les 35 heures.

— Contre la course aux armements en particulier contre le programme nucléaire français.

— Pour l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés dont la campagne actuelle pour la carte unique est le levier.

— Pour les élections européennes, le PSU doit dès maintenant préparer les conditions d'une liste qui mette en avant les objectifs du mouvement de paix européen.

Réactiver le secteur entreprises, lui donner des moyens, armer les syndicalistes du PSU pour les aider à analyser les situations auxquelles ils sont confrontés. Nous nous devons d'intervenir d'une façon importante dans le domaine de la production, enjeu principal de la bataille politique actuelle.

• Pour une direction collégiale

Le fonctionnement du parti, depuis le Congrès de Nantes a gravement souffert d'un compromis de direction qui, cédant aux exigences de l'un des courants majoritaires, a refusé une composition du Bureau politique conforme aux principes de la démocratie interne. Cet abandon a conduit à une remise en cause dans les faits de la ligne majoritairement adoptée à Nantes.

Nous prononçons donc, surtout dans la situation actuelle, pour une direction collégiale associant les principales composantes du parti pour appliquer démocratiquement les décisions du Congrès. De ce point de vue, il est primordial de mettre en place une expression extérieure plurielle.

Des contributions spécifiques sur les problèmes de fonctionnement du parti et sur d'autres points seront apportées dans le cadre du débat préparatoire au Congrès.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

Maryse Adam (71), Gérard Andrieux (BF 75), Arlette Auduc (75), Jean-Marie Bonifay (75), Jeanne Brunschwig (DP 75), Jacques Brunstein (maire-adjoint de Colombes 92), Suzanne Chevalier (DP 75J), Daniel Espinat (SF 19), Fabre (72), Jacques Frey (DP 54), Claude Goislot (93), Anne Guillon (75), Jean-Paul Hébert (Haute Normandie), Alain Hervé (41), Rina Hanan (DPF 75), Bernard Jacquinod (DPF 01), Victor Leduc (BP 75), Bernard Lefesne (suppléant DP 41), Philippe Lorino (75), Jean-Marie Madeleine (Bretagne), Jacques Marsaud (41), Michel Marzin (D.P. Bretagne), Xavier Pardon (75), Bernard Ravenel (BP 75), Pierrot Régnier (DP 92), Jean-Yves Rognant (75), Monique Rouselot (75), Marie-Paule Taraud (DP 41), Ahmed Temmar (49), Jean-Noël Vieille (DPF 75).

Envoyez vos signatures à Bernard Ravenel, 323 rue de Charanton 75012 Paris, tél : 344 67 91.